

Droits et devoirs des apprentis en milieu professionnel et au centre de formation

Droits	
L'apprenti bénéficie des mêmes avantages que les autres salariés de l'entreprise	
Temps de travail	<p>Les heures de cours sont considérées comme du temps de travail</p> <p>Les années de formation sont capitalisées comme des années pleines à valoir sur la retraite</p> <p>Le taux applicable aux heures supplémentaires (art L.6222-28 du code du travail)</p>
Rémunération	<p>Montant fixé en fonction de l'âge, de la durée</p> <p><i>Article D 6222-26 du code du travail</i></p> <p>Décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis</p> <p>Autres avantages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si prévu dans les conventions collectives de l'entreprise : primes, 13^{ème} mois,... (selon conventions collectives) • participation à l'intéressement (si existante) <p>Avantages en nature, correspondant à une prestation de logement et/ou nourriture fournie par l'employeur, prévue par le contrat d'apprentissage. Avantages déduits dans la limite de 75 % de la déduction prévue par le Code de la sécurité sociale et ne peuvent excéder 75 % du salaire de l'apprenti (Art D6222-35 du code du travail)</p>
Prise en charge des frais	<p>Prise en charge à hauteur de 50 % par l'employeur des déplacements professionnels en transport en commun (Art L3261-2 et R 3261-1 du code du travail), tels que les abonnements SNCF et RATP, ou de l'abonnement à un service de location de vélo permettant le déplacement domicile-travail dans le temps le plus court.</p> <p>Chèques repas ou accès restaurant d'entreprise</p>
Congés	<p>Entre 1^{er} juin et 31 mai, cumul de 2.5 jours ouvrables de congés au minimum, par mois travaillé</p> <p>Pour préparation du diplôme, droit à 5 jours supplémentaires.</p> <p>En cas d'événement familial, congés prévus dans la loi ou la convention collective.</p>

Protection sociale	L'apprenti est assuré social et bénéficie de la même protection sociale que les autres salariés (sans être assujéti aux cotisations : assurance maladie, maternité, invalidité, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles) Prise en charge des accidents du travail et des maladies professionnelles lorsque l'apprenti est en entreprise et en centre de formation (Art. L6222-32 du code du Travail) Obligation de l'entreprise de proposer une mutuelle à l'apprenti
Paiement du salaire	Le bulletin de salaire est obligatoire (Art. L3241-1 du code du travail) Le salaire de l'apprenti est non imposable dans la limite du montant annuel du SMIC (Art.81 bis du Code général des impôts).
Retraite complémentaire	L'apprenti est obligatoirement affilié à une caisse de retraite complémentaire non cadre (accord du 08 décembre 1961 aux salariés de moins de 21 ans) (Loi n°2014-40 du 20 janvier 2014)
Régime de prévoyance complémentaire	L'apprenti bénéficie des régimes existants dans l'entreprise
Chômage	Les apprentis bénéficient à la fin de leur contrat d'apprentissage des mêmes droits que les autres salariés
Droit syndical et représentation du personnel	L'apprenti peut adhérer à un syndicat. L'apprenti est électeur à partir de 16 ans et après 3 mois d'ancienneté aux élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise L'apprenti peut être élu comme délégué du personnel ou membre du comité d'entreprise, et désigné délégué syndical.
Compte personnel de formation	L'apprenti bénéficie du CPF www.moncompteactivité.gouv.fr
Aide au permis de conduire	L'apprenti bénéficie d'une aide financière au permis de conduire Décret 2017-273 du 02 mars 2017
Devoirs	
Respect des règles	Respect du règlement intérieur de l'organisme de formation et l'entreprise
Attitude professionnelle	Respect des horaires de travail Justifier toute absence (retenue possible sur salaire aussi bien pour les absences en entreprise qu'au CFA)
Entreprise et centre de formation	Effectuer les missions confiées par l'entreprise Suivre les enseignements et se présenter à l'examen

Sites généralistes		
https://www.cci-paris-idf.fr/entreprises/developpement/tout-savoir-apprentissage		
https://www.anaf.fr/droits-et-devoirs-des-apprentis-ce-quil-faut-savoir/		
Décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis		
https://www.cidj.com/search/node?keys=apprentissage&form_build_id=form-XRZZ9kdF522AZOyBf7qdnOjVN-GOoMxqCBiAd91es80&form_id=search_block_form		
https://travail-emploi.gouv.fr/formation-professionnelle/formation-en-alternance-10751/apprentissage/embaucher-un-apprenti/article/l-apprentissage-au-quotidien		
Rupture de contrat		
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31633		
https://www.cidj.com/etudes-formations-alternance/alternance/contrat-d-apprentissage-que-faire-en-cas-de-litige		
Protection sociale		
https://www.ameli.fr/assure/droits-demarches/etudes-stages/apprenti/apprenti		
Apprenti en situation de handicap		
Partenaires Organismes	Missions	Site internet
AGEFIPH	Aide financière et accompagnement	https://www.agefiph.fr/
MDPH	Aide financière et accompagnement des personnes en situation de handicap (dans le cadre d'une demande personnelle)	https://handicap.paris.fr/
Cap'Emploi	Accueil, information et conseil en vue d'une insertion professionnelle Accueil, information et conseil salariés handicapés dans projet d'évolution professionnelle Elaboration et mise en œuvre projet de formation Soutien recherche d'emploi Prise de fonction et adaptation poste de travail	https://www.capemploi-75.com/ https://www.capemploi-78.com/ https://www.capemploi92.fr/ https://www.capemploi-93.com/ https://www.capemploi-94.com/
Tremplin – études – handicap - entreprises	Actions favorisant la poursuite des parcours vers des études supérieures. Actions vers la future insertion professionnelle par un accompagnement individualisé.	http://www.tremplin-handicap.fr/association/
Règles applicables en matière de santé et sécurité au travail		
Code travail ; quatrième partie : Santé et sécurité au travail (Articles L4111-1 à L4831-1 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006072050/LEGISCTA000006132338/#L EGISCTA000006132338		
https://www.droit-travail-france.fr/securite-au-travail.php		
Directive-cadre 89/391 du 12 juin 1989		
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2210		